

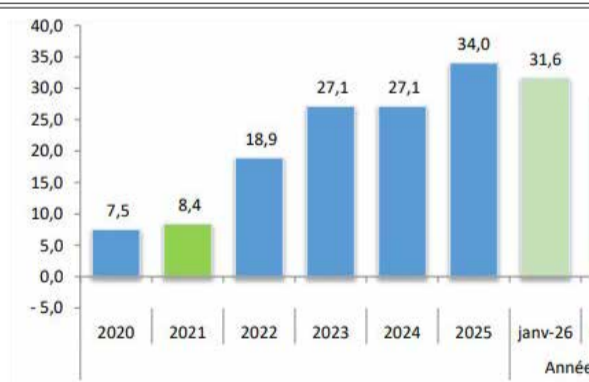
Incendies des marchés (page 2)

Un phénomène pour le moins énigmatique



Au-delà de l'ampleur des dégâts matériels, l'incendie met en lumière la faible couverture des commerçants par les assurances.

ECONOMIE



Inflation

L'inflation ralentit mais, le coût de la vie continue de peser sur les ménages (page 3)

DEVELOPPEMENT



Stade Arena

A quand la construction du stade Arena ? (page 3)

PUBLIREPORTAGE



Tubura

Comment l'appui du Fonds vert pour le climat transforme les pratiques (page 4)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continu et en intégralité 24h/24.

Editorial

Ressaisissons-nous avant que tout ne soit réduit en cendres



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

d'incendies qui s'observent dans les différents marchés et centres de négoce. C'est une situation époustouflante pour tout le monde au regard des conséquences qui s'ensuivent.

Les exemples sont légion. A part ce qui est arrivé au centre de négoce des planches situé à Jabe dans la ville de Bujumbura dans la nuit de dimanche le 21 juin 2026, la liste des marchés incendiés est longue.

On cite entre autres les marchés de Kinama, de Kamenge, de Rugombo, de Gitega, de Ngozi, de Jabe, de Matana, de Ngagara, le marché central de Bujumbura, etc.

A cela s'ajoute les centres de négoce des planches et de leurs

dérivés tels que celui dénommé Kukabasazi situé à Mutanga Nord et un autre situé en bas du marché Chez Sion.

Des marchandises valant une cagnotte de plusieurs milliards de FBu se sont réduites en cendres. Ce qui laisse les commerçants et leurs familles dans une désolation inouïe, car ils ont tout perdu. Ce qui est déplorable est que l'incendie des marchés est devenu récurrent dans notre pays.

Pourtant, les enquêtes n'aboutissent jamais sur l'origine de cette situation. On se contente toujours de chercher l'eau pour éteindre le feu comme d'habitude, mais pas la vérité sur l'origine

de cette situation pour que les auteurs soient sanctionnés conformément à la loi.

A la survenue de chaque incendie, on se demande s'il ne s'agit pas d'une malédiction. Les victimes regardent partir en fumée le fruit de leurs efforts fournis tout au long de leur vie. Ils assistent impuissamment cet holocauste. C'est de même pour les citoyens. Ils ne voient pas quoi faire pour empêcher les flammes d'envahir les marchandises. Pas de secours.

Et puis vient le rituel habituel : visite des autorités, promesses d'enquêtes, appels au calme... etc. Après vient le silence qui tue. Les promesses tardent à se concrétiser et le peuple reste

presqu'éternellement avec des questions pendantes.

Le gouvernement devrait savoir que l'impact négatif de ces incendies de marchés ne s'observe pas seulement chez les commerçants et leurs familles. Pas du tout. C'est tout le peuple qui en pâtit puisqu'il s'agit de l'économie nationale qui se volatilise dans la nature. Ce sont les emplois, les investissements et la liberté économique qui sont mis à mal. Il est alors temps, si non tard de maximiser les outils et les stratégies de réponse et de prévention pour endiguer de façon durable ce fléau.

C'est terrible ce qui se passe dans le pays du tambour sacré. Il traverse une saison

SOCIETE

Incendie au marché des planches de Jabe

Des pertes colossales qui relancent le débat sur la sécurité

Pour la troisième fois, le marché des planches de Jabe, dans la ville de Bujumbura, a été ravagé par un incendie dans la nuit du 21 au 22 juin 2026. Plusieurs ateliers, véhicules, commerces et lieux de culte ont été détruits. Alors que les causes du sinistre restent inconnues, les victimes, pour la plupart non assurées, appellent à l'aide. De son côté, l'OLUCOME réclame des enquêtes indépendantes sur les incendies à répétition qui frappent les marchés burundais.

Le marché des planches de Jabe, situé dans la zone Bwiza de la commune Mukaza (Bujumbura), a une nouvelle fois été la proie des flammes. L'incendie s'est déclaré vers 1h du matin dans la nuit du 21 au 22 juin 2026 et les opérations d'extinction se sont poursuivies jusqu'aux environs de 8 h sans parvenir à maîtriser complètement le feu. Selon les premières constatations, plus de la moitié du marché a été détruite. Les pertes sont considérables. Une vingtaine de véhicules stationnés dans un garage ont été réduits en cendres. Des ateliers de menuiserie (où étaient assemblés des meubles en cours de fabrication) ont entièrement brûlé tout comme plusieurs autres ateliers équipés de machines de transformation du bois. Deux églises, une école et de nombreux commerces figurent également parmi les infrastructures sinistrées. Aucun décès n'a toutefois été signalé grâce à l'intervention



Depuis l'incendie du marché de bois de Jabe, les personnes qui y travaillent sont plongées dans le désarroi.

rapide des services de secours et des forces de sécurité.

Au lendemain de l'incendie, les commerçants n'étaient toujours pas autorisés à accéder au site pour évaluer précisément les dégâts. Les forces de sécurité continuaient à sécuriser les lieux pendant que les sinistrés et de nombreux curieux se rassemblaient aux abords du marché. Les habitants indiquent qu'il est encore impossible d'établir un bilan définitif des pertes.

Les origines de l'incendie demeurent inconnues. Les commerçants affirment qu'aucune hypothèse ne peut être privilégiée pour le moment. Les restaurants qui opéraient autrefois sur le site avaient déjà été fermés sur décision de l'administration locale. Les pistes d'un court-circuit électrique, d'une négligence ou d'un acte volontaire restent donc à vérifier. Les agents chargés de la sécurité du marché ont été entendus par les services compétents dans le cadre des investigations en cours.

Des commerçants durement frappés et très peu assurés

Au-delà de l'ampleur des dégâts

matériels, l'incendie met en lumière la faible couverture des commerçants par les assurances. Selon plusieurs vendeurs, sur près d'une centaine de commerçants exerçant dans ce marché, seuls plus ou moins trois avaient souscrit une assurance pour protéger leurs biens. La plupart des victimes expliquent avoir investi grâce à des crédits bancaires qu'elles continuent à rembourser malgré la disparition de leurs marchandises et de leurs équipements. « Nous avons tout perdu et la plupart d'entre nous n'étions même pas assurés. Nous demandons au gouvernement de nous venir en aide, car beaucoup d'activités avaient été développées grâce à des prêts bancaires », confie un commerçant rencontré sur place.

Pour ces entrepreneurs, la reprise des activités s'annonce particulièrement difficile sans soutien extérieur. Beaucoup craignent de ne plus être en mesure d'honorer leurs engagements financiers auprès des banques et de reconstituer leurs stocks.

Cet incendie constitue le troisième sinistre majeur enregistré au marché des planches de Jabe. Ces incendies de marchés à répétition alimentent des interrogations sur

les dispositifs de prévention des incendies dans les marchés du pays et sur les mesures de protection mises en place pour préserver les biens des commerçants.

L'OLUCOME réclame des enquêtes indépendantes

Au lendemain du drame, l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) a exprimé sa vive préoccupation face à la multiplication des incendies dans les marchés burundais. Lors d'une conférence de presse tenue

le 22 juin 2026, son président, Gabriel Rufyiri, a regretté que les résultats des enquêtes ouvertes après les précédents incendies ne soient jamais rendus publics. Il cite notamment les incendies qui ont touché le marché central de Bujumbura, le marché de Kinama, le marché de Kamenge, « Camp Base », Ku Kabasazi, le marché des planches de « chez Sion », etc.

Selon lui, l'Etat a la responsabilité de garantir la sécurité des personnes et de leurs biens. Il estime que le développement économique du pays reste compromis tant que les commerçants ne bénéficient pas de mécanismes efficaces de prévention et de protection contre ce type de catastrophe. L'OLUCOME demande ainsi d'enquêtes indépendantes et approfondies afin d'identifier les causes réelles de ces incendies et, le cas échéant, de poursuivre leurs auteurs devant la justice.

L'organisation appelle également les commerçants et les autres opérateurs économiques à assurer leurs biens afin de limiter les conséquences financières d'éventuels sinistres. Pour Gabriel Rufyiri, une meilleure culture de l'assurance permettrait aux victimes de reconstruire plus rapidement leurs activités après de telles catastrophes. En attendant les conclusions des enquêtes ouvertes par la police, les sinistrés du marché des planches de Jabe espèrent désormais un appui des pouvoirs publics pour relancer leurs activités et éviter que ce nouvel incendie ne les plonge durablement dans la précarité.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

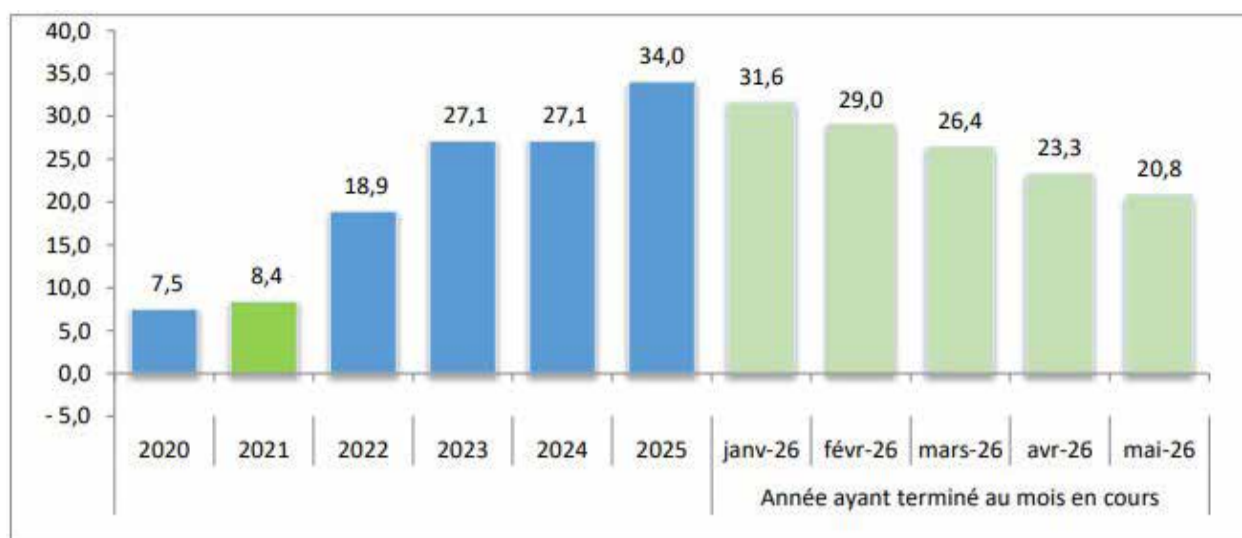
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 19 Juin 2026		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2970	3018
Euro	3392	3447
Shi. Kenyan	22.9427	23.3128
Shi. Tanzanien	1.1295	1.1477
Shi. Ougandais	0.8135	0.8266
Fr Rwandais	2.0137	2.0462

Sources : BRB/www.brb.bi

L'inflation ralentit mais, le coût de la vie continue de peser sur les ménages

Après plusieurs mois de forte hausse des prix, l'inflation moyenne annuelle au Burundi est passée de 23,3 % en avril à 20,8 % en mai 2026, selon les dernières données de l'Institut national de la statistique du Burundi (INSBU). Si cette baisse traduit un léger ralentissement de la flambée des prix, les produits alimentaires, le logement, l'habillement et les services restent nettement plus chers qu'il y a un an, maintenant une forte pression sur le pouvoir d'achat des ménages.



L'inflation poursuit son repli au Burundi. Publiés le 11 juin sur les plateformes numériques de l'Institut national de la statistique du Burundi (INSBU), les chiffres de mai 2026 montrent que l'inflation moyenne annuelle s'établit à 20,8 %, contre 23,3 % un mois plus tôt. Cette évolution constitue un signal encourageant : les prix continuent d'augmenter, mais à un rythme moins rapide qu'en avril. Pour autant, ce ralentissement ne signifie pas que les produits deviennent moins chers. Au contraire, les consommateurs continuent de payer beaucoup plus qu'il y a un an pour une grande partie des biens et services essentiels. Les prix des produits alimentaires demeurent le principal moteur de cette inflation, avec une hausse moyenne de 17,7 %.

Dans les marchés, les hausses concernent presque toutes les denrées de base. Les céréales

et les pains enregistrent une augmentation moyenne de 22,8 %, portée notamment par le riz dont le prix bondit de 35,8 %, tandis que les pains et produits de pâtisserie progressent de 28,9 %. Les légumes affichent une hausse de 12 %, mais certaines catégories évoluent beaucoup plus rapidement. Les tubercules frais augmentent de 17,5 %, alors que les légumes frais en fruits ou racines grimpent de 35,5 %.

Les produits d'origine animale suivent la même tendance. Les viandes deviennent 28,9 % plus chères, principalement en raison de la hausse de 27,7 % du prix du bœuf. Les poissons frais progressent de 25,4 %, contribuant à une augmentation globale de 14,8 % des poissons et fruits de mer. Quant aux fruits, leur prix est supérieur de 20,4 % à celui observé un an auparavant. Ces chiffres montrent que les aliments

les plus consommés continuent de subir d'importantes tensions, réduisant davantage la capacité des ménages à maintenir leur niveau de consommation.

Le logement, les transports et les services accentuent la pression

Au-delà de l'alimentation, plusieurs dépenses incontournables connaissent également de fortes hausses. Les dépenses liées au logement, à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles progressent de 23,6 %, notamment sous l'effet d'une augmentation de 20 % des combustibles et de 20,3 % des matériaux destinés à l'entretien des habitations.

Le secteur des transports enregistre une hausse moyenne de 13 %. Les

pièces détachées et accessoires automobiles augmentent de 19,5 %, tandis que le transport routier des passagers devient 15,8 % plus coûteux. Les services de restauration figurent parmi les plus touchés. Les restaurants et hôtels affichent une inflation de 28,3 %, avec une hausse de 29,9 % dans les restaurants et cafés. Même les consommations dans les cabarets deviennent plus onéreuses, le prix des bières augmentant de 26,5 %.

L'analyse des douze fonctions de consommation utilisées pour calculer l'indice des prix confirme que certaines catégories connaissent une envolée particulièrement marquée. Les vêtements et chaussures arrivent largement en tête avec une hausse de 47,2 %, suivis des boissons alcoolisées et du tabac (32 %). A l'inverse, les communications

(5 %) et l'enseignement (9,3 %) enregistrent les progressions les plus limitées.

L'inflation sous-jacente reste élevée

Si le rythme général de l'inflation ralentit, les indicateurs de fond montrent que les tensions sur les prix demeurent importantes. L'inflation sous-jacente (qui exclut les produits frais ainsi que les carburants et les sources d'énergie, afin de mieux mesurer la tendance de long terme) recule de 29,1 % en avril à 26 % en mai. Cette baisse traduit un léger apaisement, mais le niveau reste très élevé et montre que la hausse des prix est désormais largement installée dans l'économie. L'indice spécifique des produits alimentaires suit la même trajectoire. Son inflation annuelle passe de 20,3 % à 17,7 % entre avril et mai. Là encore, la progression ralentit sans s'interrompre.

Ces résultats traduisent une réalité contrastée. D'un côté, le rythme de l'inflation commence progressivement à décélérer. De l'autre, les ménages continuent de faire face à des prix nettement supérieurs à ceux de l'année précédente, notamment pour se nourrir, se loger, se déplacer ou s'habiller. Pour les familles dont les revenus évoluent peu ou pas du tout, cette inflation continue de réduire le pouvoir d'achat et de rendre plus difficile l'accès aux biens et services essentiels.

Gilbert Nkurunziza

DEVELOPPEMENT

A quand la construction du stade Arena ?

Le compte sur lequel sera versé le budget destiné à la construction du stade Arena qui va abriter les compétitions de Basketball, de Volleyball, de Handball est déjà disponible à la Banque de la République du Burundi. Il y a même un montant de 6 milliards de FBu destiné à cette activité. Les travaux de déménagement pour ceux qui exercent des activités à l'endroit sur lequel on va construire ce stade ont déjà commencé

Le budget destiné à la construction du stade Arena qui va accueillir les matchs de Basketball, de Volleyball, de Handball et autres n'est pas prévu dans le budget de l'Etat, exercice 2026-2027. Il sera collecté comme on l'a fait déjà pour la construction du stade Intwari.

Cela a été précisé par Alain Ndikumana, ministre en charge des finances le 12 juin 2026. Il s'exprimait par rapport aux inquiétudes des parlementaires qui disaient que les jeux de Basketball, de Volleyball, de Handball et autres sont oubliés au sujet de la construction d'un stade qui répond aux standards internationaux comme on l'a déjà fait pour le Football.

Ils s'inquiétaient, car Ndikumana venait de préciser qu'un montant de 5 milliards de FBu destiné à la construction de nouveaux terrains synthétiques à l'intérieur du pays est prévu dans le projet de loi budgétaire 2026-2027.



Alain Ndikumana, ministre en charge des finances : «Le budget destiné à la construction du stade Arena qui va accueillir les matchs de Basketball, de Volleyball, de Handball et autres n'est pas prévu dans le budget de l'Etat, exercice 2026-2027. Il sera collecté comme on l'a fait déjà pour la construction du stade Intwari». (Photo : MFBEN)

Le compte déjà disponible à la BRB

Il indique alors que le compte sur le

lequel on va verser l'argent destiné à la construction du stade Arena est disponible à la Banque de la République du Burundi.

Les contributions destinées à cette activité qui proviennent de certains partenaires sont versées sur ce compte. Déjà, un montant de 6 milliards de FBu se trouve

sur ce compte comme Evariste Ndayishimiye l'a souligné ces derniers jours.

Ndikumana laisse entendre que tous ceux qui exercent des activités à l'endroit situé autour du stade Intwari sur lequel on compte ériger ce stade sont en train de quitter le lieu dans le cadre de l'accélération des procédures de début des travaux. Il donne l'exemple de la société MEX.

La construction d'un stade qui répond aux standards internationaux destiné aux jeux de Basketball, de Volleyball, de Handball et autres est une d'une impérieuse nécessité au Burundi, car il s'observe que certaines disciplines telle que le basketball évoluent rapidement.

On cite entre autres certaines équipes dont l'excellence ne laisse point de doutes comme Urunani BBC, Dynamo BBC, etc. Les fans se multiplient à tire larigot et dépassent largement la capacité des stades qui accueillent pour le moment les championnats de Basketball.

Les responsables de ces équipes s'attendent depuis belle lurette à la construction de ce stade pour que les jeux de Basketball, de Volleyball, Handball et autres se développent de façon remarquable. Ils demandent alors l'accélération des procédures de la construction de ce stade.

Gilbert Nkurunziza

Comment l'appui du Fonds vert pour le climat transforme les pratiques agricoles et renforce la résilience des ménages

Dans la commune de Kiganda en province de Gitega, les effets du changement climatique se manifestent de plus en plus par des pluies torrentielles, des inondations et des épisodes de grêle qui affectent les récoltes. Pour renforcer la résilience des communautés rurales, l'ONG Tubura Burundi, avec l'appui du Fonds vert pour le climat (GCF) accompagne les agriculteurs dans l'adoption des pratiques agricoles durables.



La cultivatrice Amélie Ntiranyibagira affirme que son adhésion au programme de Tubura a profondément transformé ses pratiques agricoles, lui permettant d'adopter des techniques plus adaptées aux défis actuels.

Les médias ont effectué, mardi le 23 juin 2026, une visite dans la commune de Kiganda, province de Gitega, à l'initiative de l'ONG Tubura Burundi. L'objectif était de découvrir les réalisations rendues possibles grâce au soutien du Fonds vert pour le climat (GCF), notamment dans le domaine de l'agriculture résiliente face aux changements climatiques. Cette visite a conduit les journalistes sur la colline Nyarunazi où vit Amélie Ntiranyibagira, une agricultrice considérée comme l'une des bénéficiaires emblématiques du programme. Son parcours illustre les changements observés chez de nombreux petits exploitants agricoles ayant intégré les activités de Tubura.

Selon Mme Ntiranyibagira, son adhésion au programme de Tubura a marqué un tournant dans sa manière de cultiver. Depuis plusieurs années, elle participe régulièrement aux formations organisées par cette ONG. « Les formations de Tubura nous apprennent à cultiver de façon moderne, à mieux fertiliser nos champs de haricots, de maïs et d'autres cultures. Nous bénéficions aussi d'un accompagnement dans la plantation d'arbres fruitiers », explique l'agricultrice.

Au-delà des conseils techniques, Tubura met également à la disposition de ses bénéficiaires certains équipements et produits accessibles à crédit. Parmi eux figurent notamment des bâches, des lampes solaires ou encore des téléphones portables. Bref, des outils qui contribuent à améliorer les conditions de vie des ménages ruraux. Pour Mme Ntiranyibagira, la principale différence entre un agriculteur membre de Tubura et un autre qui ne l'est pas réside dans l'accès à ces services et à l'encadrement technique. Les bénéficiaires peuvent acquérir progressivement certains équipements dont l'accès reste souvent difficile pour les ménages les plus modestes.

Les résultats se traduisent surtout dans les champs. Grâce aux techniques apprises, l'agricultrice affirme enregistrer de meilleures récoltes lorsque les saisons agricoles sont favorables. Les surplus de production sont vendus sur les marchés locaux, générant des revenus supplémentaires pour le ménage. « Grâce aux récoltes obtenues avec les techniques apprises chez Tubura, je peux vendre une partie de ma production et utiliser l'argent pour payer notamment la scolarité de mes enfants. J'ai même réussi à acheter des porcs et je possède aujourd'hui une vache », témoigne-t-elle.

Pour cette mère de famille, l'ONG Tubura joue désormais un rôle

essentiel dans l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs. Elle souhaite que les activités de cette organisation se pérennisent afin que davantage de ménages puissent en bénéficier.

Le changement climatique, une menace croissante pour les agriculteurs

Dans la commune de Kiganda, les effets du changement climatique sont devenus une préoccupation majeure pour les autorités administratives. Diane Irakoze, administrateur communal, souligne que les agriculteurs sont régulièrement confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes. La grêle figure parmi les principaux aléas climatiques observés ces dernières années. A cela s'ajoutent des pluies abondantes qui provoquent l'érosion des sols et la destruction des cultures dans plusieurs zones de cette commune. Les eaux de ruissellement provenant des collines et des toitures aggravent également la situation. Elles entraînent des débordements de rivières et de ruisseaux qui finissent par inonder certaines zones marécageuses utilisées pour l'agriculture.

Face à ces défis, les autorités locales

considèrent que l'accompagnement assuré par Tubura constitue une réponse importante pour limiter les dégâts. L'organisation intervient notamment dans la sensibilisation des agriculteurs aux bonnes pratiques de conservation des sols. « Nous apprécions le travail de Tubura parce qu'il aide les agriculteurs à protéger leurs terres contre les effets du changement climatique. Sans ces mesures, les conséquences seraient beaucoup plus graves pour les ménages », souligne Mme Irakoze.

Selon elle, les agents de Tubura se rendent souvent dans les villages et les ménages afin de suivre l'application des techniques enseignées. Cette proximité facilite l'adoption des pratiques recommandées et permet un meilleur encadrement des producteurs.

Courbes de niveau et agroforesterie : des solutions adaptées au terrain

Parmi les techniques promues dans la commune de Kiganda figurent le traçage des courbes de niveau et l'aménagement de fosses destinées à recueillir les eaux de pluie. Ces dispositifs permettent de réduire l'érosion et de limiter les pertes de

terres arables lors de fortes précipitations. Les autorités locales estiment que ces infrastructures ont déjà démontré leur efficacité. Toutefois, elles soulignent également la nécessité d'un suivi régulier afin de les entretenir et d'éviter leur dégradation avec le temps.

L'agroforesterie constitue un autre axe majeur du projet. Tubura encourage les agriculteurs à planter des arbres compatibles avec les cultures agricoles, une approche qui répond à la forte pression foncière observée dans plusieurs régions du Burundi. Selon l'administrateur communal, cette stratégie présente de nombreux avantages. Elle permet de restaurer progressivement la fertilité des sols tout en offrant aux ménages des ressources supplémentaires sous forme de bois ou de fruits.

« Les arbres associés aux cultures sont très utiles parce que peu de familles peuvent se permettre de consacrer une parcelle entière à la forêt. Cette solution permet à la fois de protéger l'environnement et de répondre aux besoins des agriculteurs », explique Mme Irakoze.

Les arbres fruitiers occupent également une place importante

dans cette démarche. Sur la colline Nyarunazi, l'agricultrice Ntiranyibagira prévoit prochainement de planter plusieurs avocats dans le cadre de cette initiative. L'objectif est de diversifier les sources de revenus tout en renforçant la couverture végétale. Les autorités communales encouragent par ailleurs la multiplication des pépinières afin de rendre ces plants plus accessibles à la population et d'accélérer leur diffusion dans les différentes collines.

Mieux gérer l'eau pour préparer l'avenir

Si les efforts de conservation des sols progressent, la gestion de l'eau demeure l'un des principaux défis identifiés par les autorités locales. L'administrateur Irakoze estime qu'une réflexion plus approfondie est nécessaire afin de transformer les eaux de ruissellement en opportunité pour le développement agricole. A chaque saison des pluies, d'importantes quantités d'eau sont perdues alors qu'elles pourraient être valorisées à travers des systèmes d'irrigation adaptés. Une meilleure maîtrise de cette ressource permettrait de soutenir la production agricole même pendant les périodes de faible pluviométrie. « Nous souhaitons qu'une étude soit menée pour trouver des solutions permettant de mieux exploiter les eaux de ruissellement. Au lieu d'être une source de problèmes, elles pourraient devenir un atout pour développer l'irrigation et augmenter la production agricole », plaide l'administrateur communal.

Les autorités locales appellent également les habitants à poursuivre les efforts déjà engagés dans la protection des terres agricoles. Elles recommandent notamment l'entretien régulier des courbes de niveau, la plantation d'herbes fixatrices sur les talus ainsi que la création de fosses de récupération des eaux provenant des toitures. Pour les responsables communaux, ces actions constituent des investissements indispensables pour préserver les terres agricoles et garantir la sécurité alimentaire des générations futures.

A Kiganda, les témoignages recueillis lors de cette visite montrent que l'association de l'accompagnement technique, accès aux intrants agricoles et des pratiques de résilience climatique peut produire des résultats concrets. Dans un contexte où les effets du changement climatique se font de plus en plus sentir sur les exploitations familiales, l'expérience menée par Tubura avec l'appui du Fonds vert pour le climat apparaît comme une piste prometteuse pour renforcer durablement les capacités des agriculteurs burundais.

Présente dans différentes provinces du Burundi, Tubura intervient principalement dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'agroforesterie et du développement rural. L'organisation accompagne les petits producteurs à travers la fourniture des semences améliorées, d'intrants agricoles, de plants d'arbres et des formations techniques destinées à améliorer les rendements et les revenus des ménages ruraux.



Diane Irakoze, administrateur de la commune de Kiganda, souligne que les agriculteurs de la localité sont régulièrement confrontés à des phénomènes météorologiques extrêmes qui compromettent leurs récoltes.



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

